

« La Palestine nous appartient et nous ne nous en séparerons jamais »

Commémoration de la Nakba – Comité Action Palestine

Le 14 mai 1948, jour de la « création de l'Etat israélien », est commémorée par les Palestiniens comme la Nakba, la Catastrophe. Cinq cents villages détruits, 800 000 Palestiniens expulsés de leurs terres, de très nombreux massacres, les sionistes franchissaient alors une étape majeure dans leur projet colonial entrepris dès la fin du XIXème siècle. Cautionné par les puissances occidentales, le mythe sioniste selon laquelle la Palestine était «une terre sans peuple pour un peuple sans terre» a constitué l'un des plus grands mensonges de l'histoire et a servi de justification à la politique sioniste de colonisation et d'épuration ethnique.

La Nakba : une épuration ethnique programmée

En recommandant la partition de la Palestine, la Résolution 181, adoptée par l'ONU le 29 novembre 1947, est l'acte fondateur de la Nakba. Elle attribue aux Juifs 56 % du territoire palestinien, alors que démographiquement, ils représentent moins du tiers de la population et possèdent jusqu'alors à peine 7 % des terres. Légitimement refusée par les Palestiniens, elle permet aux sionistes de rendre effective leur stratégie de spoliation et de domination du pays. Supérieurs militairement, les sionistes craignent malgré tout l'union entre la population palestinienne et les armées arabes. Selon des plans préétablis, ils conduisent dès fin 1947 une politique de terreur afin d'accélérer le nettoyage ethnique et le vol des terres, pratiquant ainsi la politique du fait accompli. Parmi les villages détruits, Deir Yassine

reste le plus symbolique, avec ses 250 habitants massacrés le 9 avril 1948 et constitue le prélude de la déportation de l'ensemble des villageois. La Nakba, c'est ainsi 60% des Palestiniens expulsés de leurs terres sans que leur droit au retour ne soit jamais reconnu. Niés de tous, les réfugiés palestiniens, qui sont aujourd'hui 7,2 millions, attendent toujours de rentrer chez eux et représentent la mémoire vivante de la Nakba.

La négation du peuple palestinien est au cœur du projet sioniste

« Nous devons exproprier les propriétés privées. Nous devons inciter la population démunie à traverser la frontière en la privant d'emploi dans notre pays et en lui procurant un emploi dans les pays d'accueil. Le processus d'expropriation et le retrait des pauvres doit être menés discrètement et avec circonscription » Théodore Herzl, 1895

Dès sa conception, le sionisme n'a jamais eu d'autres buts que le nettoyage ethnique de la Palestine afin de créer un Etat « exclusivement juif ». Terre conquise et non terre promise, telle est la réalité de cette colonisation initiée à la fin du XIXème siècle et qui se poursuit quotidiennement depuis plus d'un siècle. Selon la vision colonialiste et raciste de l'Occident, cette terre serait dépourvue d'un peuple dont l'existence et les aspirations devraient être prises en compte. Mais cette terre n'a jamais été vide et les Palestiniens représentent un obstacle à la concrétisation du projet sioniste. Enoncée par plusieurs fondateurs du mouvement sioniste, l'idée de transfert est un objet de discussion entre l'Organisation Sioniste Mondiale et les autorités mandataires britanniques. Finalement l'option du transfert apparaît comme la solution, elle est approuvée et planifiée par les dirigeants sionistes à la fin des années 30. Moins de dix ans ont suffi à mettre en œuvre cette dépossession programmée au vu et au su de tous. Toute autre justification de la Nakba ne peut apparaître que comme une négation de l'histoire.

La déclaration de Balfour offre un cadre « officiel » à la colonisation sioniste de la Palestine

La fondation du mouvement sioniste, à la fin du XXI^{ème} siècle, révèle un vaste projet colonial qui prolonge l'impérialisme occidental. Dans ce contexte, les sionistes courtisent les dirigeants des grandes puissances, profitant de leurs rivalités dans le contexte du dépeçage de l'empire ottoman. Ainsi en 1917, la Grande Bretagne, par la voix de son Ministre des Affaires étrangères Arthur Balfour, se déclare en faveur de l'établissement d'un foyer national juif en Palestine et promet de mettre tout en œuvre pour faciliter la réalisation de cet objectif. La déclaration Balfour qui offre un cadre officiel à la colonisation de la Palestine apparaît comme une synthèse des intérêts sionistes et des intérêts impérialistes. Outil de l'impérialisme pour garantir une présence occidentale permanente dans cette région, le mouvement sioniste saura se servir de ce statut et exploitera à ses fins les rivalités entre ces puissances occidentales, notamment entre l'Angleterre et la France. Ainsi, peu avant la Nakba, le soutien croissant de la France s'inscrira dans le combat mené par les sionistes pour se débarrasser de la puissance mandataire anglaise.

Depuis plus d'un siècle, la Résistance populaire fait face au sionisme

Dès le début de la colonisation juive en Palestine, le peuple palestinien va combattre l'ennemi sioniste en mobilisant tous les moyens à sa disposition. Ses objectifs sont exprimés dans ce communiqué du Comité islamo-chrétien de Yaffa en 1918 : « *Nous ne pourrons jamais supporter d'être soumis, au contraire, nous maintiendrons nos droits nationaux jusqu'à la mort [...] La Palestine nous appartient et nous ne nous en séparerons jamais* ». Au cours de cette résistance séculaire, le peuple a toujours été la force motrice et a toujours choisi les organisations qui soutenaient ce projet de libération de

la terre arabe de Palestine. Ainsi au fil des années, toutes les structures qui ont voulu négocier avec l'ennemi et réduire les ambitions nationales ont été marginalisées. Aujourd'hui cette résistance est plus forte que jamais à la fois sur le plan militaire et sur celui de la mobilisation des masses. En attestent la défense victorieuse pendant les guerres de Gaza (2009-2012-2014), les actions héroïques des jeunes palestiniens durant l'Intifada des couteaux (depuis 2015) ou le mouvement de grève de la faim que les prisonniers palestiniens (depuis le 17 avril 2017). Le peuple palestinien a aussi appris par sa résistance qu'il n'y a rien à attendre de la soi-disant « communauté internationale », notamment des puissances occidentales dont les objectifs impérialistes restent les mêmes. A l'instar des peuples qui se sont libérés du joug du colonialisme, il ne peut compter que sur sa propre détermination !

Le Comité Action Palestine le soutient sur ce chemin et réaffirme les quatre principes suivants :

- La condamnation du sionisme comme mouvement politique colonialiste et raciste.
- Le soutien inconditionnel à la résistance du peuple palestinien et à son combat pour son auto-détermination et son indépendance nationale.
- La reconnaissance du droit inaliénable au retour de tous les réfugiés chez eux.
- La libération de tous les résistants emprisonnés et de Georges Ibrahim Abdallah, résistant de la cause palestinienne détenu depuis 33 ans dans les geôles de l'Etat français, alors qu'il est libérable depuis plus de 10 ans.

14 mai 2017